



Interurbain Isère

Lundi 23 octobre 2023

Gaza sous les bombes :

Halte au massacre du peuple palestinien !

Les Gazaouis privés depuis 75 ans de terre, et depuis le 9 octobre d'eau, d'électricité et de gaz vivent à l'heure des sirènes. Bombes au phosphore blanc, immeubles effondrés, destruction d'hôpitaux et de lieux de cultes, exodes... sont maintenant leur quotidien.

Macron espérait étouffer toute expression de solidarité à leur égard. Mais les manifestations ont quand même eu lieu, et suite à l'opiniâtre bataille menée par plusieurs collectifs de solidarité avec la Palestine et organisations du mouvement ouvrier, dont le NPA, les tribunaux ont dû annuler les interdictions de manifester voulues par Darmanin. Dimanche 22, un rassemblement à Paris a réuni entre 15 000 et 30 000 personnes. Rendons-nous plus massivement encore aux prochains rassemblements !

Solidarité internationale

Au Caire, à Alger ou à New York, des dizaines de milliers de musulmans, chrétiens, juifs ou athées se mobilisent contre le carnage que subit le peuple palestinien. En Égypte, le dictateur Al-Sissi (décoré de la légion d'honneur par Macron), allié d'Israël et ennemi des Palestiniens qu'il assiège en refusant d'ouvrir la frontière de Rafah, a dû autoriser la première manifestation, lui qui les avait toutes interdites depuis 2013. Au cours de celle-ci les classes populaires égyptiennes ont pu exprimer leur soutien à leurs sœurs et frères palestiniens. Une même indignation a conduit des centaines de Juifs américains à occuper le Capitole à Washington et à affronter la police pour dénoncer les crimes commis en leur nom par l'État sioniste.

Qui terrorise qui ?

En France, le gouvernement ne se saisit pas seulement du conflit pour réaffirmer son soutien à son allié impérialiste dans la région ; il accentue son cours autoritaire. Les rassemblements en solidarité avec les Palestiniens sont interdits car assimilés à un soutien au Hamas. Dans le Nord, un tract de la CGT rappelant « les horreurs de l'occupation illégale » de l'État hébreu, assimilé à de l'apologie du terrorisme, a valu au secrétaire départemental de la CGT, interpellation et mise en garde à vue !



Et nous ?

Face à tout cela nous, travailleurs, que pouvons-nous faire ? D'abord dénoncer collectivement ce massacre. Notre malaise individuel deviendra une force si on se regroupe, internationalement. Les Palestiniens ne peuvent compter sur aucun État capitaliste, qu'il soit du Moyen-Orient ou d'Occident. L'écrasante majorité de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Une partie sont des ouvriers, travaillant dans les usines israéliennes où ils côtoient les travailleurs juifs ou arabes israéliens, et les travailleurs immigrés venus d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, soumis eux aussi à l'exploitation patronale. Leur sort résonne à cette heure dans l'esprit des travailleurs d'Algérie, du Liban et de tant d'autres pays. « Les travailleurs n'ont pas de patrie », écrivaient en 1848 Marx

et Engels, les auteurs du *Manifeste du parti communiste*... Et les Palestiniens moins encore que les autres. **Rien ne ferait plus peur aux classes dominantes que l'union des exploités, quelles que soient leurs convictions religieuses, leur langue ou leur nationalité : seule la puissance sociale du monde du travail pourra renverser le colonialisme et l'oppression !**

Psychose

Certes le contexte international s'est brusquement tendu ces dernières semaines, du fait du maintien par les grandes puissances d'une infernale situation de colonisation au Proche-Orient. La propagande gouvernementale est déjà suffisamment insupportable, on n'a pas spécialement besoin de ces affiches délirantes et anxiogènes qui ont fleuri dans les dépôts. Tout y passe : véhicule bélier, situations suspectes et les inévitables signes de radicalisation djihadiste et autres attaques terroristes... N'en jetez plus ! Le zèle de la direction pour l'installation jusque sur les machines à café de ces affiches, voilà qui n'invite pas à la sérénité pourtant indispensable à l'exercice de notre métier.

Répression syndicale

Notre camarade Boujema Z., conducteur et délégué syndical à Transdev Chelles en région parisienne, était convoqué le 24 octobre pour un entretien disciplinaire. Les faits parfaitement insignifiants qui lui sont reprochées sont quasiment tous du ressort du droit de grève ou de l'exercice de son mandat. Une manière pour la direction de mettre la pression sur un militant déterminé qui se bat inlassablement contre la dégradation de nos conditions de travail. Nous étions plusieurs dizaines ce lundi à être présents pour affirmer notre soutien à Boujema, et aussi pour faire comprendre à sa direction (et à toutes les entreprises) que les militants combatifs ne cèdent pas à l'intimidation.

La seule frontière est de classe

Les collègues des transports urbains d'Annemasse et de Thonon ont fait grève jeudi et vendredi dernier. Ceux de Saint-Julien-en-Genevois pourraient rentrer dans la lutte prochainement. Ces conducteurs roulent entre la France et la Suisse, sur des lignes exploitées à la fois par des filiales de la RATP et par les Transports publics genevois. Mais, suisses ou françaises, les directions des entreprises parlent la même langue, celle du profit et de l'exploitation. Alors les travailleurs ont décidé de parler la leur : la lutte, pour des augmentations de salaires de plus de 400€ brut !

Un conseil : ne rien attendre du gouvernement !

Lors de la conférence sociale sur les bas salaires, Elisabeth Borne a proposé la mise en place d'un Haut conseil aux rémunérations : une nouvelle commission bla-bla. Et sa seule préoccupation serait les grilles qui démarrent en dessous du Smic et pour lesquels on pourrait au moins demander aux patrons à payer le salaire minimum.

Alors que de l'aveu même de la Première ministre, certaines branches n'ont pas revu leur grille de rémunération depuis plus de vingt ans, elle ne veut surtout pas contraindre le patronat, mais l'inciter à évoluer...

Face à cette volonté de fer du gouvernement en faveur de nos augmentations, il vaudra mieux compter sur nos grèves. C'est au moins :

- 400 euros de plus par mois qu'il nous faut à tous et toutes ;
- 2 000 euros de salaire minimum ;
- aucune pension, aucun minimum social inférieur à ce montant.

Israël : des pacifistes visés par les autorités

Le gouvernement Netanyahu profite de la guerre pour durcir la législation répressive. Le ministre des Communications a annoncé mettre la dernière main à un décret qui lui permettra d'ordonner aux forces de police d'arrêter des citoyens, de les emprisonner et de saisir leurs biens s'il les soupçonne « de porter atteinte au moral national ou de répandre des informations pouvant servir à la propagande de l'ennemi ». Des motifs suffisamment vagues pour impliquer quiconque met en cause la guerre actuelle, la colonisation ou la réforme de la justice voulue par Netanyahu.

Et ça n'a pas tardé. Des militants d'une association qui rassemble Juifs et Arabes pour la paix et l'égalité ont été arrêtés à Jérusalem. Leur tort : avoir placardé des affiches, en arabe et en hébreu, sur lesquelles on pouvait lire : « Juifs et Arabes – Nous nous en sortons ensemble ». Le coordinateur national de l'association a déclaré à ce propos : « Cela montre à quel point les autorités cherchent à délégitimer les voix anti-guerre, anti-occupation et antiracistes. Aujourd'hui, l'escalade de la violence est orchestrée par le gouvernement. Il existe un climat pesant dans la société, qui n'accepte aucune critique. »

Le même jour, un député communiste juif a été exclu du Parlement israélien pour quarante-cinq jours pour ses propos contre la guerre qualifiés de « déclarations anti-israéliennes ».

Révolutionnaires, en campagne pour nos salaires !

RÉVOLUTIONNAIRES

06 - OCTOBRE 2023 - 26 - LE JOURNAL DU NPA



Le n°6 de notre journal vient d'arriver, en vente 2€ auprès de nos diffuseurs ! Tu y trouveras un dossier spécial consacré à l'inflation et aux luttes pour des augmentations de salaires, avec un article sur le transport routier de voyageurs intitulé

« Session de rattrapage pour le salaire de base », qui revient sur la stratégie de nos patrons et sur les conséquences à en tirer pour nos futures luttes !